

Rapport sur la solidarité internationale

2020-2021



TABLE DES MATIÈRES

- 1 Solidarité et résistance en pleine crise mondiale
- 2 Le fonds pour la justice mondiale en action
- 9 La solidarité entre travailleuses et travailleurs
- 14 Travailler avec nos alliés
- 20 L'avenir que nous voulons
- 21 Les membres du Comité national de la justice mondiale du SCFP
Les sympathisant(e)s du Fonds pour la justice mondiale

Le Rapport 2020-2021 du SCFP sur la solidarité internationale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, Ontario, K1G 0Z7.

Imprimé par des syndiqué(e)s avec des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé contenant 30 pour cent de déchets de consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédaction : Kelti Cameron. Édition : Karin Jordan, assistée par Céline Carré et Valérie Ménard. Conception graphique : Jocelyn Renaud.

N° ISSN : 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne au scfp.ca/solidarite-internationale.

Crédits photo : Alliance of Concerned Teachers (p. 7); Bangladesh Center for Workers' Solidarity (couverture, pp. 9-10); CCDA/Comité Paysan des hautes terres (p. 5); Cihan Erdal/Omer Ongun (p. 17); CODEMUH/Collectif des femmes du Honduras (p. 6); COURAGE (p. 8); CTSP/Confédération des travailleuses et travailleurs des secteurs public et privé (p. 11); « WellsFargo_DefundLine3_IMG_0481-1 » de Peg Hunter/Flickr, sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 2.0 Generic [CC BY-NC 2.0] (p. 20); Migrants Canada (p. 12); NOMADESC/Association pour la recherche et l'action sociale (haut de p. 3); Ben Powless (p. 19); Internationale des services publics (pp. 14 et 18); SNTAP/Syndicat national des travailleurs de l'administration publique (p. 4); Syndicat des travailleurs de l'eau SINTRACUAVALLE/Valle de Cauca (bas de p. 3); Tavoyan Women's Union (p. 2).

Les informations complètes sur la licence CC BY-NC 2.0 sont disponibles au : creativecommons.org/licenses/by/2.0/

Solidarité et résistance en pleine crise mondiale

L'édition 2020-2021 du rapport annuel sur les travaux de solidarité internationale du SCFP est axée sur les répercussions et les conséquences de la pandémie de COVID-19. Elle raconte des situations très difficiles pour nos ami(e)s, nos allié(e)s et nos camarades, et nous rappelle l'importance de l'engagement du SCFP envers le mouvement syndical mondial.

La pandémie marque un moment important dans l'histoire. Elle a brutalement exposé les nombreuses failles du modèle économique dominant et des politiques publiques actuelles, qui ne répondent pas aux besoins des gens. Nous ressentons l'urgence de ce moment et les possibilités qu'il nous offre en tant que travailleuses, travailleurs et syndicalistes. Le mouvement syndical doit poursuivre ses efforts, avec ses alliés, pour promouvoir une reprise mondiale juste et équitable qui transformera notre société. Le statu quo est inacceptable.

La pandémie a aussi souligné les liens profonds qui nous unissent toutes et tous. Par nos actions en tant que membres du SCFP, qu'il s'agisse de plaider pour l'accès universel aux vaccins, de défendre la libre négociation collective, d'être solidaire avec les peuples autochtones ou de lutter contre la privatisation, nous faisons partie d'un mouvement mondial de travailleuses, de travailleurs et d'alliés qui résistent aux mêmes forces puissantes et qui luttent pour la même vision d'un monde meilleur.

Notre syndicat est fier de soutenir les personnes militantes qui résistent aux gouvernements et aux entreprises de droite. Nous avons pu voir clairement le pouvoir du peuple au cours de la dernière année. Dans de nombreux pays, des mouvements populaires composés d'organisations autochtones, de groupes de femmes et de jeunes, ainsi que de syndicats sont descendus dans la rue. L'incroyable courage des travailleurs, des travailleuses et des mouvements sociaux dans des pays comme le Brésil, la Birmanie, la Colombie, Haïti, l'Inde, la Palestine et les Philippines nous inspire et nous encourage à l'action.

Au Canada et ailleurs dans le monde, les gens s'engagent de façon profonde et significative. Ils s'organisent, résistent, défient le pouvoir en place et réclament une véritable démocratie et une véritable justice. C'est un privilège de se tenir à leurs côtés dans notre lutte collective pour les droits de la personne et du travail, un travail décent, des services publics forts, la paix et la justice climatique.



Mark Hancock,
Président national du SCFP



Charles Fleury,
Secrétaire-trésorier
national du SCFP

Le fonds pour la justice mondiale en action

En 2020-2021, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a soutenu des travailleuses, des travailleurs et des alliés communautaires en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et aux Philippines. La COVID-19 a fait ressortir l'importance cruciale de nos efforts collectifs en faveur de la paix, de la promotion des droits des travailleurs, des travailleuses et des femmes, de la défense des droits de la personne, du renforcement du pouvoir syndical, de la lutte contre la privatisation de l'eau et de la promotion des services publics. La pandémie a également rendu ces efforts beaucoup plus difficiles.

BIRMANIE

Lorsque l'armée a pris le pouvoir en Birmanie (aussi appelé Myanmar) en février 2021, les syndicats, les mouvements sociaux et les individus se sont mobilisés et un grand mouvement de désobéissance civile a pris forme. Le coup d'État a rétabli un régime militaire, après plusieurs années de progrès démocratiques.

Le peuple birman a résisté courageusement, montrant que les syndicats et le pouvoir collectif sont essentiels à la défense et à la promotion de la démocratie. Des grèves syndicales ont fermé les transports publics, les mines, les usines et les

DES MEMBRES DU SYNDICAT DES FEMMES TAVOYANES SOULIGNENT LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME 2021 EN BIRMANIE.



LES DIPLÔMÉ(E)S DE L'UNIVERSITÉ INTERCULTURELLE DES PEUPLES 2021 DE NOMADESC EN COLOMBIE.



bureaux gouvernementaux. Des étudiant(e)s, des jeunes, des agriculteurs et agricultrices, des travailleurs et travailleuses, et des membres des organisations communautaires ont manifesté dans les rues pour montrer au monde entier que leur pays est uni contre le régime militaire. L'armée a riposté avec une force meurtrière. Des centaines de gens ont été assassinés et des milliers d'autres ont été arrêtés.

Les revendications du peuple birman incluent la fin du régime militaire et le respect du résultat des élections de novembre 2020, ainsi que la libération des prisonnières et prisonniers politiques avec abandon des charges.

Le partenaire du SCFP en Birmanie est le Syndicat des femmes tavoyanes (SFT) de la région de Tanitharyi. Le SFT concentre ses efforts à la suppression des barrières à la liberté rencontrées par les femmes vivant dans une société patriarcale, comme les inégalités politiques, sociales et économiques. Selon le SFT, la capacité des femmes à faire preuve de leadership et à participer à la vie politique et sociale est le point de départ d'une « société de paix, de justice, de liberté et d'égalité en Birmanie ». Cette vision est enracinée dans les expériences et les luttes historiques de ses membres.

Notre solidarité avec le peuple birman est cruciale en ce moment. Le SCFP condamne le coup d'État. Nous sommes préoccupés par la sécurité des gens qui résistent à la prise de contrôle militaire, y compris les membres de notre organisation partenaire. La communauté internationale doit continuer d'exercer des pressions sur les militaires pour qu'ils mettent fin à l'état d'urgence, libèrent immédiatement les prisonnières et prisonniers politiques, respectent le droit du peuple birman de choisir ses dirigeant(e)s et suppriment les restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

COLOMBIE

Pendant la pandémie, la Colombie a affiché le troisième taux d'infection à la COVID-19 le plus élevé des Amériques, après les États-Unis et le Brésil. La montée de la violence que connaît le pays depuis les accords de paix de décembre 2016 s'est considérablement accrue durant la pandémie, tout comme la résistance de la population.

La police a utilisé l'application d'un couvre-feu comme prétexte pour cibler les personnes militantes. Des escadrons de la mort se sont rendus au domicile des défenseur(e)s des droits de la personne qui ne pouvaient pas prendre leurs précautions habituelles. Des dirigeant(e)s de mouvements sociaux et des défenseur(e)s des droits de la personne ont été pris pour cible, tout comme d'anciens combattants et combattantes des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC).

DES MEMBRES DE SINTRACUAVALLE MANIFESTENT LE PREMIER MAI 2021 LORS D'UNE GRÈVE NATIONALE EN COLOMBIE.





DES MEMBRES DU SNTAP CÉLÈBRENT LE PREMIER MAI 2021 À LA HAVANE, CUBA. LE SLOGAN « N'EMPÊCHEZ PAS MA RÉVOLUTION » EST INSCRIT SUR L'AFFICHE.

En 2020-2021, le partenaire du SFCP, NOMADESC (Association pour la recherche et l'action sociale), a lancé la campagne *Nouvelle normalité* pour dénoncer l'augmentation des violations des droits de la personne pendant la pandémie. Cette campagne et les efforts d'autres organisations de défense des droits ont contribué à galvaniser la société colombienne. À la fin 2020 et au début 2021, de grandes manifestations ont été organisées dans tout le pays pour dénoncer les réformes politiques néfastes, la violence policière et paramilitaire et la corruption au sein du gouvernement du président Ivan Duque. Les jeunes marginalisés étaient en première ligne des mobilisations qui ont forcé le gouvernement à reculer sur les réformes prévues en matière de santé et de politiques sociales. Les forces étatiques et paramilitaires ont tué plus d'une centaine de personnes et blessé des milliers d'autres.

En janvier 2021, l'Unité de protection nationale du gouvernement colombien a levé les mesures de sécurité qu'elle offrait à la présidente du syndicat SINTRACUAVALLE, Margarita Lopez. Le syndicat représente les travailleuses et travailleurs de l'eau de la province de Valle de Cauca et est partenaire

du SFCP depuis très longtemps. Margarita Lopez a reçu des menaces de mort et a été la cible de harcèlement de la part de groupes paramilitaires en raison de son militantisme syndical. Cela ne les a pas empêchés, elle et son syndicat, de participer aux mobilisations nationales. La solidarité internationale a contribué à dénoncer la violence étatique et les réformes rétrogrades qui ont été retirées depuis. Malheureusement, la violence se poursuit.

CUBA

Le solide système de santé publique cubain a joué un rôle important dans l'atténuation de l'impact de la pandémie de COVID-19. Cuba s'en est bien mieux tiré que la plupart de ses voisins d'Amérique latine. Quelques semaines après que l'Organisation mondiale de la santé eut déclaré la pandémie mondiale, au début de 2020, le gouvernement cubain a envoyé 3000 médecins dans 28 pays et trois territoires afin d'aider à endiguer la propagation du virus. Le gouvernement a rapidement réorienté la vaste industrie biomédicale de l'île vers la recherche de solutions à la pandémie. Cuba est le seul pays d'Amérique latine à développer des vaccins contre le virus.

La capacité de Cuba à produire des doses en très grand nombre est cependant entravée par le durcissement de l'embargo commercial américain contre le pays. Celui-ci rend difficile l'obtention de matériel pour la fabrication et l'administration de vaccins. En plus d'interdire aux entreprises américaines de commercer avec Cuba, l'embargo, qui dure depuis six décennies, punit également les entreprises d'autres pays qui le font. Les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies n'ont eu aucun effet sur la politique étrangère des États-Unis envers Cuba. Pour la 29^e année consécutive, en juin 2021, 184 pays ont soutenu une résolution exigeant la fin du

blocus; seuls les États-Unis et Israël s’y sont opposés.

Les syndicats cubains rapportent qu’entre avril 2019 et mars 2020, l’embargo a infligé à Cuba des pertes d’environ 5,6 milliards de dollars américains, une augmentation notable par rapport à l’année précédente, rendant la vie plus difficile dans les communautés et pour les travailleuses et travailleurs de la santé, de l’agriculture, de l’éducation et des services publics.

Depuis plusieurs années, notre syndicat est partenaire du Syndicat national cubain des employés et employés de l’administration publique (SNTAP). En 2020-2021, CoDevelopment Canada prévoyait expédier un conteneur de marchandises au SNTAP au nom du SFCP. La collecte des fournitures a pris plus de temps que prévu, en raison des restrictions liées à la pandémie et du passage au télétravail, autant à Cuba qu’au Canada. Néanmoins, le processus suit son cours et la livraison inclura aussi des articles pour assurer la santé et la sécurité du personnel municipal de La Havane pendant la pandémie.

GUATEMALA

À bien des égards, la situation au Guatemala s’est aggravée au cours de la dernière année, avec une augmentation des expulsions des terres et des violations des droits de la personne. La pandémie a eu d’énormes répercussions sociales, sanitaires et économiques sur les familles rurales vulnérables. La dévastation causée par les terribles ouragans qui ont balayé la région en novembre 2020 a rendu la vie insupportable pour bien des gens. Beaucoup ont choisi de migrer pour échapper à l’extrême pauvreté et à la violence étatique. Simultanément, des milliers de personnes migrantes arrivent dans des caravanes en provenance du Honduras.

Pendant la pandémie, des propriétaires et des entreprises, appuyés par des organisations paramilitaires privées, ont profité de la fermeture temporaire des institutions publiques pour procéder à des expulsions extrajudiciaires, ciblant des gens qui défendent leurs droits fonciers et leurs titres de propriété. Ces forces paramilitaires ont attaqué les communautés à l’arme à feu, détruit des récoltes et brûlé des maisons. Les autorités locales ont également abusé du code pénal pour criminaliser les défenseur(e)s des droits de la personne et les dirigeant(e)s traditionnel(le)s et communautaires.

En janvier 2021, le chef de la communauté xinka, Julio Gonzalez, a survécu à une tentative d’assassinat. Il mène une résistance pacifique à l’exploitation de la mine Escobal, détenue par la société canadienne Pan American Silver.

LEOCADIO JURACÁN SALOMÉ, REPRÉSENTANT DU CCDA, AVEC LE PLAN D’ACTION DU PREMIER CONGRÈS NATIONAL AGRAIRE DU GUATEMALA.





Les communautés xinka et campesino du sud-est du Guatemala s'opposent pacifiquement à l'exploitation de la mine d'argent Escobal depuis 2011, date à laquelle le projet leur a été imposé sans leur consentement. Pan American Silver est propriétaire de la mine depuis 2019. Malheureusement, cette attaque souligne le besoin urgent pour le gouvernement canadien de tenir les entreprises minières canadiennes responsables de la répression et des torts infligés aux communautés où elles exercent leurs activités.

Le soutien du gouvernement et de l'ambassade du Canada aux entreprises minières canadiennes accentue les injustices systémiques majeures qui persistent au Guatemala. La résilience et la force des mouvements sociaux, des groupes de résistance aux mines et des communautés sont remarquables et inspirantes, y compris celles des partenaires du SCFP, le Comité paysan des hautes terres (CCDA) et Maritimes-Guatemala Breaking the Silence (BTS).

HONDURAS

C'est une période particulièrement difficile pour les femmes qui travaillent dans les maquilas, les manufactures en zone franche situées au nord

du Honduras. Lorsque la COVID-19 a frappé en 2020 et que les manufactures ont cessé leurs activités, bon nombre de travailleuses de ces ateliers de misère se sont retrouvées en chômage prolongé. Les autorités honduriennes ont imposé un confinement strict qui a laissé des milliers de gens du secteur du vêtement sans travail. Même si la formation en personne était impossible, le partenaire du SCFP, CODEMUH (Collectif des femmes du Honduras), a préparé des ateliers offerts aux travailleuses sur leur téléphone cellulaire. Ces ateliers portaient sur la dissipation des mythes concernant le virus, les mesures de prévention de l'infection et le droit des travailleuses à une indemnisation et au rappel au travail.

Avec le déconfinement, les priorités du CODEMUH ont été la surveillance des conditions de sécurité et le soutien aux plaintes des travailleuses œuvrant dans des ateliers de vêtements surpeuplés et mal ventilés. Dans ces conditions, les employées des maquilas couraient d'énormes risques. Plusieurs ont dû prendre un congé sans solde pour avoir contracté la COVID-19 ou prendre soin de membres de leur famille malades. Le taux de violence familiale a considérablement augmenté dans le pays pendant les longues périodes de confinement, ce qui a affecté de nombreuses femmes que le CODEMUH soutient.

Les femmes des zones où se trouvent les maquilas ont également été parmi les plus touchées par les deux ouragans de catégorie 5 qui ont frappé l'Amérique centrale en novembre 2020. Les ateliers de confection sont en effet situés dans les estuaires des principaux réseaux fluviaux du Honduras. Bon nombre de travailleuses ont perdu leur maison et tous leurs biens dans les inondations énormes provoquées par ces ouragans.

La conjugaison de ces facteurs (mises à pied, congés sans solde, catastrophes naturelles



causées par les changements climatiques) a engendré des difficultés financières sans précédent pour les femmes qui travaillent dans les maquilas honduriennes.

Le CODEMUH s'est aussi appliqué courageusement à documenter et exposer la violence des forces de sécurité pendant le confinement et la corruption gouvernementale dans la répartition des soins de santé publics pendant la pandémie.

NICARAGUA

Lorsque la pandémie a frappé, des milliers de travailleuses du vêtement au Nicaragua ont été licenciées, les manufactures de la zone franche ayant fermé brusquement. Les organisations syndicales et de justice sociale se sont rapidement tournées vers les besoins immédiats de ces gens, comme la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence et l'accompagnement devant les tribunaux du travail pour demander une indemnité de licenciement de base aux employeurs.

À la fin 2020, les organisations de soutien aux travailleuses des zones franches ont dû faire face à de nouvelles menaces de la part des autorités nicaraguayennes. La police nationale a encerclé le bureau du partenaire du SCFP, le Mouvement des femmes employées et sans emploi Maria Elena Cuadra (MEC), dans la capitale Managua, et a empêché les travailleuses d'y entrer. Bien que la police se soit finalement retirée, la volonté des autorités de fermer définitivement l'organisation reste préoccupante. MEC a été obligée d'installer

DES MEMBRES DE L'ALLIANCE OF CONCERNED TEACHERS MANIFESTENT À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANT(E)S 2021 À MANILLE, AUX PHILIPPINES.

des caméras de surveillance à l'extérieur de ses bureaux et d'embaucher un service de sécurité pour surveiller les lieux.

En octobre 2020, dans un effort alarmant pour cibler les militantes et militants et susciter la peur, le gouvernement nicaraguayen a approuvé une loi obligeant le personnel des organisations non gouvernementales bénéficiant d'un financement international à s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers ». Quelques jours plus tard, le Congrès nicaraguayen a approuvé une « loi sur la cybercriminalité » qui prévoit des peines de prison pour quiconque utilise internet pour formuler ce que le gouvernement considère comme de « fausses critiques ». Bien que toutes les implications de ces nouvelles mesures ne soient pas claires, on craint qu'elles entravent considérablement le travail de soutien aux travailleuses des ateliers de misère. Les nouvelles mesures pourraient également empêcher la communauté internationale de manifester son soutien et sa solidarité de manière concrète.

PHILIPPINES

En 2020-2021, la réponse à la pandémie aux Philippines n'a pas réussi à stopper la propagation du virus, intensifiant la crise des droits de la personne dans le pays. Le gouvernement de Rodrigo Duterte a utilisé un long et dur confinement pour réprimer la dissidence politique. Les partenaires du SCFP,



l'Alliance of Concerned Teachers (ACT), une fédération nationale de syndicats de l'éducation, et la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires (COURAGE), qui regroupe de nombreux syndicats du secteur public du pays, ont été ciblés.

Au lieu de suivre les directives en matière de santé publique, le gouvernement a opté pour une approche militaire dans sa réponse à la pandémie. Cette réponse a été confiée aux généraux plutôt qu'aux experts médicaux et aux scientifiques. Des mesures de confinement très restrictives assorties de sanctions sévères en cas de violation de la quarantaine et du couvre-feu ont été mises en place. Parallèlement, l'aide alimentaire et financière était insuffisante ou retardée, entraînant une famine généralisée. Le confinement, l'un des plus longs au monde, a fait augmenter le chômage, laissant des millions de Philippines et de Philippins sans emploi.

Le gouvernement a profité de la pandémie pour réprimer la dissidence et procéder à des compressions massives et structurelles. Un programme de licenciement pour les travailleuses et travailleurs contractuels « non essentiels » annoncé au plus fort du confinement a été associé à tort à un « renforcement de la quarantaine communautaire ». Les soins de santé n'étaient pas une priorité, puisqu'on a réduit le budget des hôpitaux. Simultanément, on a accru le financement pour les projets d'infrastructure, comme la privatisation de l'eau, et les programmes de militarisation soutenant la campagne « anti-insurrectionnelle » du gouvernement.

Au plus fort de la pandémie en 2020, le régime de Duterte a adopté une loi anti-terrorisme, qui définit le terrorisme en termes extrêmement larges et vagues. La nouvelle loi complique le travail des syndicalistes et des opposant(e)s au gouvernement. Les personnes militantes étaient déjà vulnérables au harcèlement parrainé par l'État, étant donné les pratiques de longue date de la police et de l'armée consistant à dissimuler des preuves et à porter des accusations forgées de toutes pièces sans possibilité de libération sous caution. COURAGE s'est joint à d'autres organisations pour organiser plusieurs manifestations appelant à l'abrogation de la loi antiterroriste et des autres lois destinées à faire taire la dissidence. Deux leaders de COURAGE étaient au nombre des personnes arrêtées lors d'une répression brutale en mars 2021.

Les membres de l'ACT ont été confrontés à des violations de leurs droits et à d'autres attaques gouvernementales pendant la pandémie. Plusieurs dirigeant(e)s régionaux ont été soumis à une surveillance illégale et ont été injustement étiquetés comme membres de groupes terroristes.

Des militaires ont harcelé certains dirigeant(e)s à leur domicile ou au travail. Parmi les autres mesures utilisées par l'État, mentionnons la suspension des autorisations pour des activités comme des rassemblements, l'interdiction aux syndicats de participer à des activités politiques, le report des accréditations syndicales et l'annulation des rencontres de négociation collective. La pression des syndicats a finalement contraint les agences gouvernementales à respecter le droit d'organisation des enseignantes et des enseignants.

La solidarité entre travailleuses et travailleurs



DEUX TRAVAILLEUSES DU VÊTEMENT SE RENDANT AU TRAVAIL PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 À DHAKA, AU BANGLADESH.

BANGLADESH

L'effondrement de l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh en 2013, l'une des pires catastrophes industrielles au monde, a braqué les projecteurs sur les conditions de travail désastreuses dans le secteur du vêtement, choquant le monde entier. Les travailleuses et les travailleurs s'étaient organisés pour lutter pour leurs droits avant cette catastrophe et ils ont continué à se mobiliser pendant la pandémie de COVID-19.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur mondial de vêtements. Les collections de plusieurs entreprises canadiennes y sont fabriquées. Pendant la pandémie, des centaines d'ateliers ont fermé, les marques et les détaillants canadiens et internationaux annulant leurs commandes et refusant de payer les commandes déjà en production. Les manufactures ont licencié plus d'un million de personnes. De nombreux employeurs ont refusé de verser les indemnités de licenciement prévues par la loi. Ces gens, qui gagnent un salaire à peine suffisant, n'avaient ni économies ni accès à des programmes sociaux. Les travailleuses et travailleurs de ce secteur sont toujours confrontés à la précarité et aux dangers au travail. Et l'avenir ne semble guère prometteur, la demande mondiale restant faible.

Après la catastrophe du Rana Plaza, les syndicats et les organisations de défense des droits des travailleuses et des travailleurs, comme le partenaire du SFCP, le Centre de solidarité ouvrière du Bangladesh, ont obtenu une augmentation du salaire minimum de 70 pour cent dans le secteur du vêtement. En exerçant des pressions, ils ont également forcé les grandes marques et les détaillants internationaux à signer l'Accord sur la sécurité des bâtiments et la prévention des incendies du Bangladesh et à indemniser les victimes de l'effondrement du Rana Plaza. La catastrophe du Rana Plaza est qualifiée d'homicide et non d'accident, car elle était entièrement évitable avec des mesures de sécurité appropriées et un bon système de surveillance.

Les riches marques mondiales ont sous-payé le personnel qui fabrique leurs vêtements pendant des décennies; aujourd'hui, ce personnel paie en plus le prix de la pandémie. Le SFCP s'est joint aux syndicats et aux organisations de défense des droits du travail dans le cadre d'une campagne mondiale réclamant le plein salaire pendant la pandémie et des indemnités de départ pour les travailleuses et travailleurs du vêtement qui perdent leur emploi. Nous demandons également que l'accord juridiquement contraignant signé soit renouvelé et que les marques mondiales renouvellent leur engagement envers celui-ci.



DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU VÊTEMENT QUITTENT L'USINE STANDARD STITCHES LIMITED, À DHAKA, AU BANGLADESH, EN NOVEMBRE 2020. L'USINE FOURNIT MARK'S WORK WEARHOUSE ET CANADIAN TIRE.

Le mouvement syndical canadien a demandé au gouvernement fédéral d'adopter une loi obligeant les entreprises à respecter les droits de la personne dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement à travers la planète, une mesure qui aiderait les travailleuses et les travailleurs à s'organiser au Bangladesh et dans d'autres pays. Cette législation devrait obliger les entreprises à faire preuve de diligence raisonnable face aux risques causés en matière de droits de la personne et d'environnement, à prendre les mesures appropriées pour prévenir et atténuer ces risques et à tenir les entreprises qui violent les droits de la personne responsables devant les tribunaux.

HAÏTI

En février 2021, le président haïtien de fait, Jovenel Moïse, a refusé de se retirer du pouvoir, en violation de la constitution haïtienne. Selon les organisations de défense des droits de la personne, les organisations confessionnelles, les syndicats et les juristes, son mandat était pourtant terminé.

Quelques mois plus tôt, le partenaire du SCFP en Haïti, la Confédération des travailleuses et travailleurs des secteurs public et privé (CTSP), avait sonné l'alarme au sujet d'une escalade de la violence et de troubles sociaux. Agissant en toute impunité, le régime de Jovenel Moïse avait intensifié une campagne de terreur ciblant toute opposition, notamment en renvoyant arbitrairement trois juges de la Cour suprême. Le régime avait aussi mis sur pied des escadrons de la mort et utilisé des bandes criminelles et la police pour exécuter ses opposant(e)s politiques et des personnes militantes, réprimer les manifestations, assassiner des journalistes et perquisitionner le domicile des membres de l'opposition. Les syndicalistes, dont celles et ceux du CTSP, ont été confrontés à une répression systémique. Une vague de licenciements, d'arrestations arbitraires et de menaces de mort a visé les rares secteurs où travailleuses et travailleurs ont pu se syndiquer, comme l'éducation, le secteur public et les zones franches industrielles.

Jovenel Moïse bénéficiait du soutien politique du Core Group, ce qui l'a encouragé à agir avec un mépris éhonté des droits de la personne. Le Core Group est composé du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, des ambassadeurs de l'Allemagne, du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis, de la France et de l'Union européenne, ainsi que d'un représentant de l'Organisation des États américains (OEA).



LES ROUTES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES ONT ÉTÉ GRAVEMENT ENDOMMAGÉES LORS DU TREMBLEMENT DE TERRE DE L'ÉTÉ 2021 EN HAÏTI.

Dans un appel à l'action, le Conseil des syndicats mondiaux a encouragé ses syndicats affiliés à exhorter le Core Group et les autres gouvernements à travers le monde à retirer immédiatement tout soutien et toute aide à Jovenel Moïse et à condamner tout recul du régime au chapitre des droits de la personne et des droits syndicaux du peuple haïtien.

Le SCFP a demandé au gouvernement canadien de répondre aux appels du peuple haïtien en cessant de soutenir et de légitimer le régime Moïse, et en appuyant davantage les efforts de la population pour restaurer la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits syndicaux et de la personne.

En juillet 2021, Jovenel Moïse a été assassiné. La société civile, incluant les syndicats, s'efforce de soutenir la construction d'un nouveau gouvernement qui reflète la volonté du peuple. Il est important qu'elle ait la possibilité de le faire sans ingérence du Core Group et des gouvernements étrangers, y compris le Canada.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS

La COVID-19 a douloureusement exposé de nombreux problèmes préexistants, notamment les inégalités entre les classes dans notre société. Les travailleuses et travailleurs migrants étaient parmi les personnes les plus vulnérables pendant la pandémie mondiale. Au Canada, ces gens qui récoltent notre nourriture, qui nettoient nos maisons et nos bureaux et qui s'occupent de nos enfants et de nos personnes âgées ont connu, souvent dans l'isolement, certaines des conditions les plus précaires et les plus dangereuses.

Les travailleuses et travailleurs migrants sont confrontés à l'insécurité du logement et sont contraints de vivre dans des logements partagés. Le gouvernement fédéral a réagi à la COVID-19, entre autres, en resserrant les mesures et la surveillance aux frontières, ce qui menaçait la sécurité des travailleuses et travailleurs migrants. De plus, la nécessité de se faire soigner et vacciner expose à un risque d'expulsion accru de nombreuses personnes ayant un statut d'immigration précaire.

Au cours de la dernière année, le SCFP a appuyé les organisations de défense des droits des personnes migrantes qui distribuent de la nourriture et des fournitures essentielles aux familles sans papiers et aux travailleuses et travailleurs agricoles migrants. En 2021-2022, notre syndicat soutiendra les revendications des personnes migrantes en faveur d'un changement de politiques, ainsi que des initiatives visant à organiser des ateliers avec des travailleuses et travailleurs étrangers



UNE PARTICIPANTE AU CONGRÈS DE MIGRANTE CANADA EN JUILLET 2021 À EDMONTON, EN ALBERTA.

temporaires, en particulier dans les communautés mal desservies. Ces ateliers fourniront de l'information sur leurs droits et renforceront leur capacité à les faire respecter.

ZIMBABWE

Au début de la crise de la COVID-19, le gouvernement zimbabwéen a arrêté 13 infirmières qui protestaient contre la détérioration de leur salaire et de leurs conditions de travail dans le cadre d'une grève menée par l'Association des infirmières et infirmiers du Zimbabwe (ZINA). Ces personnes ont ensuite été libérées sous caution.

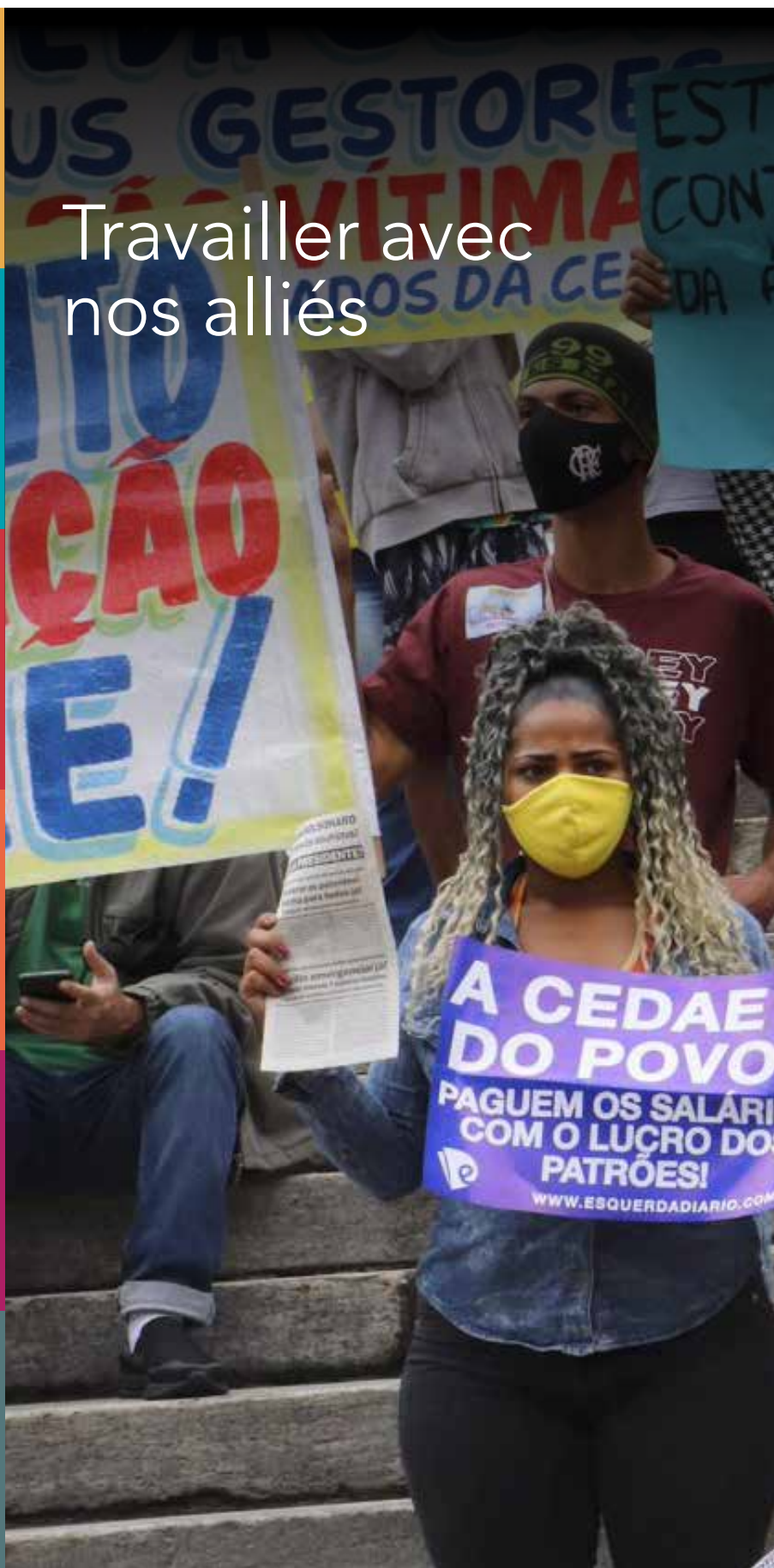
Malgré la répression, la ZINA a continué à réclamer, avec fermeté, de l'équipement de protection individuelle (ÉPI) adéquat et des salaires décentes. L'association était profondément préoccupée par le nombre croissant d'infections à la COVID-19 au sein du personnel infirmier.

Le SCFP a aidé financièrement les grévistes membres de la ZINA, renforçant leur pouvoir de négociation face à l'employeur et leur permettant d'explorer des moyens juridiques et politiques pour accroître la pression sur le gouvernement. Les travailleuses et les travailleurs réclamaient un meilleur salaire, un meilleur ÉPI, l'amélioration des conditions de travail, la réintégration des personnes licenciées et la fin de l'intimidation de la part des employeurs.

Le syndicat a mis fin à sa grève de trois mois après que le ministre de la Santé se soit engagé à réorganiser le ministère et à améliorer les salaires et les conditions de travail dans le secteur de la santé. Malgré des tactiques d'intimidation, comme l'arrestation de collègues, les membres du syndicat sont restés forts et unis jusqu'à ce que le gouvernement soit forcé de céder.

La solidarité internationale a aidé ces gens à résister à l'intimidation et aux menaces du gouvernement pendant la grève. La monnaie du Zimbabwe a perdu la plus grande partie de sa valeur, ce qui fait que le salaire d'une infirmière ne vaut presque plus rien. Compte tenu de cette situation, les petits frais d'adhésion que les infirmières versent à la ZINA ne sont pas suffisants pour que le syndicat puisse bien servir ses membres. Le soutien international a permis aux dirigeant(e)s du syndicat de communiquer avec leurs membres et d'entretenir l'élan de la grève tout en renforçant les structures du syndicat.

Travailler avec nos alliés



PP. 14-15 : À RIO DE JANEIRO, DES MANIFESTANT(E)S PROTESTENT CONTRE LA VENTE AUX ENCHÈRES DE PARTIES DU PLUS GRAND RÉSEAU D'AQUEDUC DU BRÉSIL À DES ACHETEURS PRIVÉS, DONT L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA.



L'ASSEMBLÉE SYNDICALE MONDIALE

En 2020, sous le titre *Au temps de la pandémie et au-delà : les travailleurs s'organisent pour un avenir public*, une série d'assemblées syndicales virtuelles s'est tenue dans le but de redessiner les politiques mondiales. Le SCFP s'est réuni avec des syndicats et des organisations ouvrières du monde entier pour discuter des conséquences de la crise de la COVID-19 et envisager de nouvelles façons de renforcer la solidarité internationale entre travailleuses et travailleurs.

Les syndicats ont discuté de questions liées à la pandémie, notamment les services publics, la crise climatique, la finance mondiale et les droits des travailleuses et des travailleurs. Le consensus était clair : on ne peut pas retourner dans le monde qui a permis au virus de la COVID-19 de se propager. L'assemblée a élaboré des propositions qui transformeraient notre monde dans l'après-pandémie autour de quatre grands axes : la justice, la pérennité, la propriété publique et la redistribution des richesses.

Le mouvement syndical international est en première ligne pour lutter contre les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les travailleuses, les travailleurs et leurs communautés, ainsi que pour influencer les réponses politiques mises en place. La dévastation causée par la pandémie aura des répercussions sur les familles et les communautés pendant plusieurs années encore. Le mouvement syndical doit saisir l'occasion que nous offre cette crise pour préparer un avenir où l'économie sera basée sur les besoins plutôt que sur les profits, un avenir où l'égalité progressera et où on s'attaquera aux dangers comme l'instabilité climatique et l'effondrement des écosystèmes qui menacent nos vies.

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU

C'est une 65^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCFNU) beaucoup plus réduite qui a eu lieu au siège des Nations Unies, à New York, en 2021. Le mouvement syndical canadien a participé virtuellement aux côtés de syndicats et de mouvements sociaux du monde entier. La CCFNU est l'organisme intergouvernemental mondial dédié à la promotion de l'égalité des sexes et à l'accroissement du pouvoir des femmes.

Le SCFP assiste à ses sessions pour tisser des liens et travailler en coalition avec d'autres syndicats et organisations progressistes, exercer des pressions sur les gouvernements et influencer les politiques mondiales en faveur de l'égalité des sexes. En 2021, l'ONU concentrait ses efforts sur la participation et la prise de décision pleines et effectives des femmes dans la vie publique, ainsi que sur l'élimination de la violence, en soulignant qu'il s'agissait de conditions préalables à la réalisation de l'égalité des sexes et à l'autonomie de toutes les femmes et filles.

Durant cette session, les organisations progressistes ont souligné que la pandémie a fait ressortir les faiblesses de nos systèmes de santé et de soins, en plus de creuser les inégalités sociales et celles entre les hommes et les femmes. Les débats ont souligné la nécessité, dans l'après-pandémie, d'une reprise transformatrice qui s'attaque aux menaces persistantes à la paix, à la démocratie et aux droits de la personne, ainsi qu'aux crises économique, environnementale et alimentaire qui ont précédé la pandémie.

Le mouvement ouvrier a souligné que les femmes, dans toute leur diversité, sont surreprésentées dans le travail informel et les formes irrégulières d'emploi. Les syndicats ont élaboré une stratégie pour lutter contre la violence et la discrimination sexistes, à travers une compréhension claire des multiples façons dont les femmes sont confrontées à la discrimination en raison de systèmes d'oppression fondés sur la classe, l'origine ethnique, la race, le statut migratoire, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Les fédérations syndicales mondiales, dont l'Internationale des services publics (ISP), ont appelé à la ratification et à l'application universelles de la convention no 190 de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ce traité international appelle à un monde du travail exempt de violence et de harcèlement fondés sur le sexe, à un nouveau contrat social fondé sur l'égalité des sexes permettant de construire des sociétés et des économies résilientes, et à une économie des soins qui reconnaisse le droit aux soins et consacre davantage de ressources à la création d'emplois décents et au renforcement du secteur public. Pour faire avancer les choses, l'ISP a lancé un appel mondial à repenser de fond en comble et à valoriser le travail de soins.

CIHAN ERDAL, MEMBRE DE LA SECTION LOCALE 4600 DU SCFP, EST DÉTENU ILLÉGALEMENT ET ARBITRAIREMENT EN TURQUIE DEPUIS UNE ARRESTATION MASSIVE SURVENUE EN SEPTEMBRE 2020.



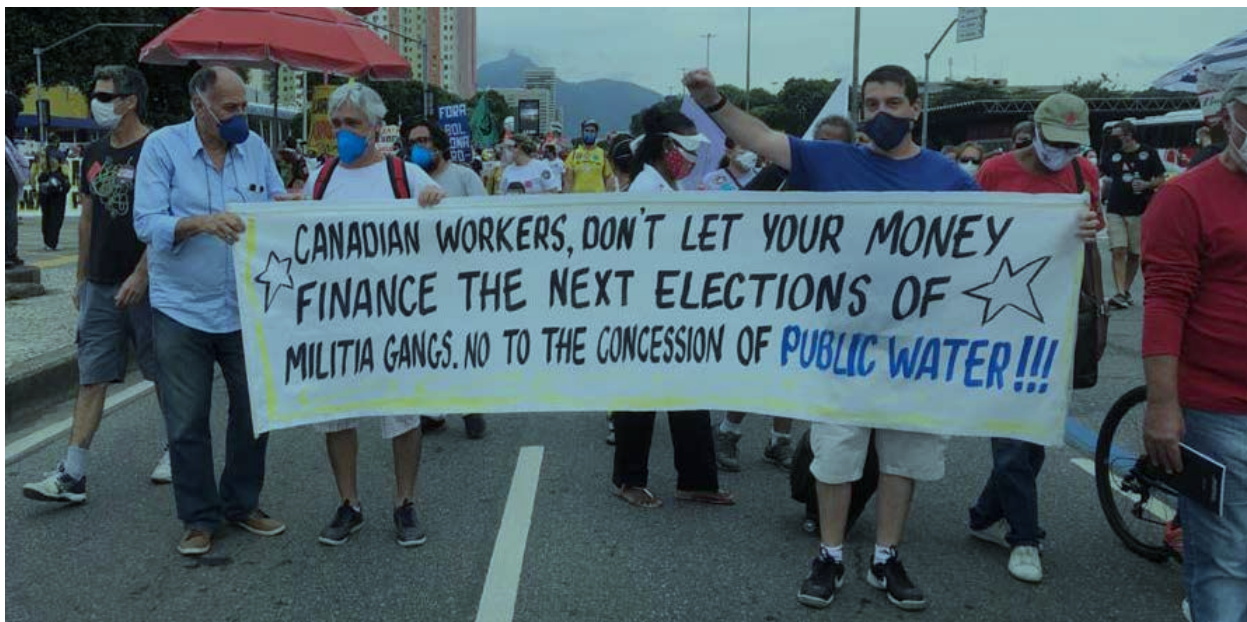
LA CAMPAGNE POUR LA LIBÉRATION DE CIHAN ERDAL

Le SCFP est partenaire de la campagne mondiale pour libérer Cihan Erdal qui est emprisonné en Turquie pour des motifs politiques. Ce jeune militant queer et étudiant au doctorat est membre de la section locale 4600 du SCFP à l'Université Carleton. Le 25 septembre 2020, il a été arrêté à Istanbul aux côtés de nombreux politicien(ne)s, militant(e)s et universitaires, puis formellement inculpé avec plus de 100 autres personnes. Il est résident permanent du Canada. Lors de son arrestation, il se trouvait en Turquie pour rendre visite à sa famille et mener des travaux de terrain dans le cadre de son doctorat.

Cihan Erdal doit se défendre contre des accusations non fondées portées sur la base de deux publications Facebook qu'il a partagées en 2014 et de son ancienne appartenance au Parti démocratique du peuple (HDP), le troisième parti politique de Turquie. Les accusations portées contre Cihan Erdal et d'autres personnes découlent de leur soutien public à la communauté kurde attaquée par l'État islamique en 2014.

Le SCFP a aidé à organiser une campagne de rédaction de lettres qui a généré des milliers de messages appelant le gouvernement canadien à obtenir la libération de Cihan Erdal et à assurer son retour en toute sécurité au Canada. Notre syndicat a également soutenu une campagne mondiale de LabourStart ciblant les principaux décideurs turcs. Cihan Erdal a été libéré sous condition le 15 juin après avoir présenté sa défense. Au moment d'écrire ces lignes, il ne peut pas quitter la Turquie et risque encore de retourner en prison. Notre syndicat continuera à le défendre et à poser des gestes pour gonfler la vague de solidarité à son endroit. Nous attendons avec impatience le jour où il reviendra au Canada.

À RIO DE JANEIRO, DES TRAVAILLEUSES, DES TRAVAILLEURS ET DES CITOYEN(NE)S ONT MANIFESTÉ EN AVRIL 2021 POUR DÉNONCER L'IMPLICATION DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA DANS UN ACCORD DE PRIVATISATION DE L'EAU.



DITES AU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA DE NE PAS TOUCHER À L'EAU DU BRÉSIL

Aux côtés de l'ISP et des travailleuses et travailleurs brésiliens de l'eau, le SCFP a demandé en 2021 au Régime de pensions du Canada d'abandonner son projet d'investissement dans un important programme de privatisation de l'eau au Brésil. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) a participé à la vente massive d'infrastructures publiques dirigée par le président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro, alors que le pays était ravagé par la COVID-19.

L'Office a acheté une participation de 45 pour cent dans Iguá Saneamento, une entreprise privée brésilienne spécialisée dans le traitement de l'eau potable et des eaux usées. Iguá a ensuite utilisé ces fonds pour acheter une partie du plus grand système public d'approvisionnement en eau du pays, le CEDAE, lorsque celui-ci a été mis aux enchères dans l'État de Rio de Janeiro.

Le SCFP est très inquiet de voir l'OIRPC conclure un accord risqué de privatisation de l'eau au Brésil, ignorant ainsi les avertissements des syndicats et d'autres intervenants concernant les nombreux dangers économiques et sociaux de cette entente. Les services d'approvisionnement et d'assainissement des eaux détenus et exploités par le privé ont en effet un terrible bilan: montée en flèche des tarifs, accessibilité en chute libre, déclin de la qualité et compressions dans le service et les emplois.

Le SCFP est clair : nos caisses de retraite ne doivent pas violer les droits de la personne ni chercher à profiter du besoin des gens en eau potable et en traitement sécuritaire des eaux usées. De plus, nous nous demandons bien pourquoi le RPC a décidé de s'associer à un accord promu par un régime d'extrême droite et d'investir dans un environnement instable.

Le SCFP est solidaire des travailleuses et des travailleurs de l'eau et de la population brésilienne qui se battent pour protéger le CEDAE et tous les systèmes publics d'eau du pays.



L'INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

En juin 2021, le SCFP a participé à une réunion des syndicats canadiens et américains affiliés à l'ISP. Le SCFP est membre de l'ISP, la fédération syndicale mondiale qui représente plus de 30 millions de travailleuses et de travailleurs du secteur public dans 154 pays.

Les participant(e)s ont discuté de leurs luttes diverses et communes, ainsi que des importantes campagnes de l'ISP pour élargir l'accès aux vaccins contre la COVID-19, lutter contre les paradis fiscaux et s'attaquer aux nouvelles problématiques liées à la numérisation. Les affiliés ont également convenu de tenir une rencontre avec les affiliés colombiens de l'ISP pour renforcer notre solidarité et notre soutien à leurs efforts de résistance à la violence étatique et aux réformes néolibérales.

Les affiliés canadiens ont présenté une déclaration commune sur la découverte de tombes anonymes sur les terrains des pensionnats autochtones. Le SCFP a organisé une rencontre virtuelle des syndicats canadiens et québécois affiliés à l'ISP en amont de la rencontre avec les affiliés américains afin de se mettre à jour sur leurs travaux respectifs et de renforcer leurs efforts collectifs.

DE JEUNES AUTOCHTONES ONT OUVERT LA MARCHÉ TENUE À OTTAWA ET À GATINEAU POUR PLEURER LA DÉCOUVERTE DE TOMBES ANONYMES PRÈS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES ET RÉCLAMER LA JUSTICE POUR LES PERSONNES SURVIVANTES. IL S'AGISSAIT D'UN DES NOMBREUX ÉVÈNEMENTS DE CE TYPE TENUS LE PREMIER JUILLET 2021.

L'avenir que nous voulons

Les pandémies font partie de ces rares catastrophes qui affectent le monde entier. On reste stupéfait à l'idée que 7,8 milliards de personnes ont été touchées par la COVID-19 d'une manière ou d'une autre. Pour tous ces gens, l'expérience de la pandémie n'a toutefois pas été uniforme, révélant le besoin urgent de transformer notre économie et notre société par la solidarité internationale. Nous devons participer à la mobilisation d'un mouvement mondial pour bâtir l'avenir que nous voulons.

Notre syndicat poursuivra ses efforts avec ses alliés au pays et dans le monde entier pour faire progresser les droits des travailleuses et travailleurs et les droits de la personne, ainsi que pour remettre en question le pouvoir croissant des entreprises et l'augmentation des inégalités. La pandémie a mis en lumière à quel point nos systèmes actuels sont défectueux. La distribution mondiale des vaccins contre la COVID-19, inégale et motivée par le profit, en est un exemple flagrant. Notre solidarité nous engage à remettre en question les systèmes qui privilégient les nations et les individus riches au détriment de la santé et du bien-être de la majorité de la population mondiale.

Pendant la pandémie, les travailleuses et les travailleurs ont trouvé de nouvelles façons de communiquer et de s'organiser. Nous continuerons de trouver des moyens créatifs d'interpeller nos consœurs, nos confrères et nos amis afin de faire progresser nos travaux communs. Notre syndicat continuera de se mobiliser pour bâtir un monde meilleur fondé sur la justice climatique et la justice sociale. Nous continuerons d'exiger des changements fondamentaux afin de redistribuer la richesse, de financer les services publics grâce à une fiscalité équitable, de protéger les terres et de faire progresser les droits du travail.

Nous devons continuer à dénoncer l'intensification de la répression à laquelle les mouvements sociaux du monde entier, y compris les syndicats et les militantes des droits de la personne, sont confrontés dans le contexte de la COVID-19. Alors que les gens perdent leur emploi à cause de la pandémie, on criminalise les personnes militantes et on détient illégalement des individus pour les empêcher d'organiser des manifestations, de syndiquer les travailleurs et les travailleuses ou les encourager à se joindre à des associations. Notre solidarité est vitale pour repousser les attaques visant à étouffer l'opposition et les mouvements de défense des droits du travail.

Grâce aux liens entre travailleuses et travailleurs et par le biais du Fonds pour la justice mondiale du SCFP, nous continuerons d'appuyer ces mouvements mondiaux. Le SCFP est solidaire des travailleuses et des travailleurs du monde entier qui luttent contre la privatisation, la pauvreté, le racisme, l'austérité, le colonialisme, l'impérialisme et la guerre. Et nous continuerons de résister à ces mêmes forces au Canada.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et le travail de notre syndicat en matière de solidarité internationale, visitez le scfp.ca/solidarite-internationale ou communiquez avec l'agente en solidarité internationale Kelti Cameron à l'adresse kcameron@scfp.ca.



LE SLOGAN « LA SOLIDARITÉ, NOTRE SUPERPOUVOIR » A ÉTÉ ÉCRIT SUR LE TROTTOIR LORS D'UN RASSEMBLEMENT TENU EN 2021 POUR PROTÉGER L'EAU CONTRE LE PIPELINE DE LA LIGNE 3 À SAN FRANCISCO.

LES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP

- Natalie Webber, Terre-Neuve-et-Labrador
- Serge Plourde, Nouveau-Brunswick
- Jennifer LeBlanc, Île-du-Prince-Édouard
- Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
- Diane Côté, Québec
- Farid C. Partovi, Ontario
- Lisa Chetwynd, Manitoba
- Denise MacDonald, Saskatchewan
- Clayton Gordon, Alberta
- Andrew Ledger, Colombie-Britannique
- Louella Vincent, Syndicat des employé(e)s d'hôpitaux
- Marilou Jade Perreault, Division du transport aérien
- Steve Stewart, CoDevelopment Canada
- Charlene Armstrong, Cuso International
- Connie Sorio, KAIROS
- Judy Henley, agente de liaison au Conseil exécutif national
- Kelti Cameron, conseillère

LES SYMPATHISANT(E)S DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE

- SCFP national
- SCFP-Colombie-Britannique
- SCFP-Saskatchewan
- SCFP-Ontario
- SCFP-Québec
- SCFP-Île-du-Prince-Édouard
- SCFP-Nouvelle-Écosse
- SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
- Syndicat des employé(e)s d'hôpitaux
- Personnel du SCFP
- SCFP 40 : personnel du Conseil scolaire de Calgary
- SCFP 382 : personnel du district scolaire du Grand Victoria, Victoria (C.-B.)
- SCFP 606 : personnel du district scolaire Nanaimo-Ladysmith (n° 68), Nanaimo (C.-B.)
- SCFP 4791 : personnel de la Southern Alberta Community Living Association, Lethbridge (Alb.)
- SCFP 8443 : personnel du Conseil scolaire de Saskatoon (division n° 13), Saskatoon (Sask.)
- SCFP 4600 : personnel enseignant à temps partiel de l'Université Carleton, Ottawa (Ont.)
- SCFP 4557 : KAIROS, Ottawa (Ont.)
- SCFP 2440 : personnel de CUSO, Ottawa (Ont.)
- SCFP 1244 : employé(e)s de l'Université de Montréal, Montréal (Qc)
- SCFP 3260 : personnel d'aide à l'enseignement du Conseil scolaire de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown (Î.-P.-É.)
- SCFP 8920 : Nova Scotia Acute Care, Amherst (N.-É.)
- SCFP 3067 : New Dawn Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1876 : Northside Community Guest Home, Sydney (N.-É.)



JUSTICE MONDIALE SCFP

scfp.ca/solidarite-internationale